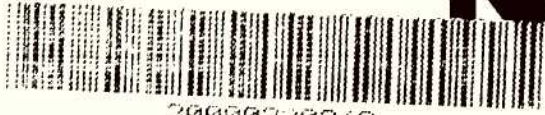


FÉVRIER 1989

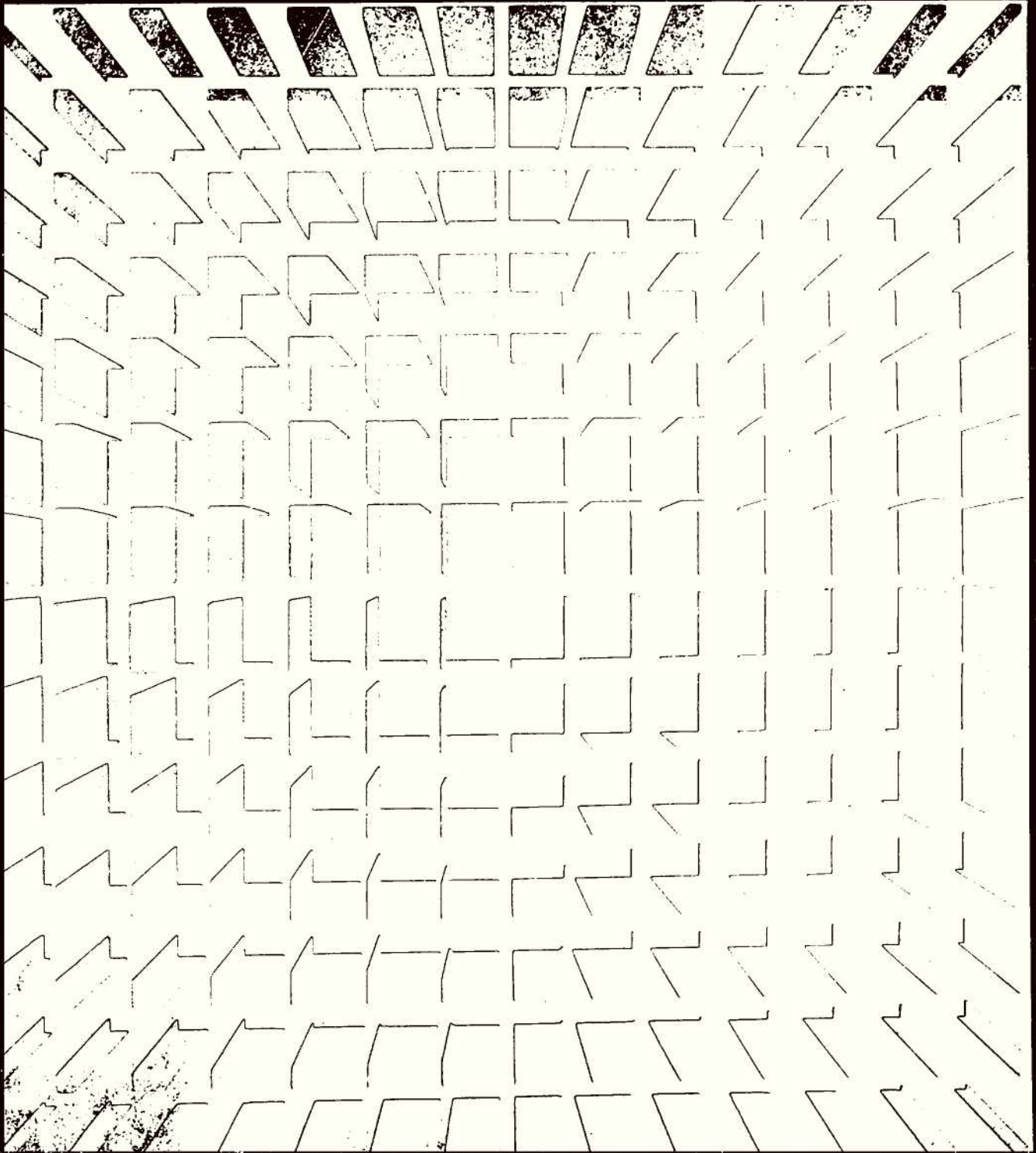


00000230268

Note de conjoncture de l'INSEE.  
Supplément de tendances de la con  
115 000001 1989 02 00  
INDUSTRIEL P FRA 1110St

# NOTE CONJONCTURE INSEE C 2

Collection No 28



INSEE

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

# NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE

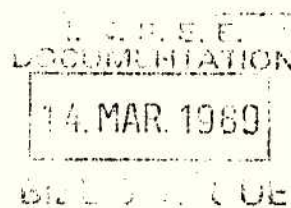
Supplément à Tendances de la Conjoncture

République Française / Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget / Institut National de la Statistique et des Études Économiques / Directeur général : M. Jean-Claude MILLERON / Direction générale : 18, bd Adolphe-Pinard, 75675 Paris Cedex 14 / Directions régionales : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Paris, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse. Services Régionaux : Ajaccio, Amiens, Besançon, Caen.

SOMMAIRE

FEVRIER 1989

L'année 1988



VUE D'ENSEMBLE

FICHES

1	La croissance mondiale .....	14
2	Le commerce international .....	19
3	Les problèmes financiers internationaux .....	25
4	Les marchés du pétrole et des matières premières .....	27
5	Les prix et les coûts .....	30
6	La situation financière des entreprises .....	34
7	L'investissement .....	38
8	La production .....	42
9	Les stocks .....	46
10	La productivité .....	48
11	L'emploi .....	52
12	Le chômage et le marché du travail .....	59
13	Les salaires .....	63
14	Le revenu des ménages .....	67
15	Les prix de détail .....	69
16	La consommation .....	74
17	Les administrations publiques.....	80
18	Le financement et la politique monétaire .....	89
19	Les échanges extérieurs : produits manufacturés .....	93
20	Les échanges extérieurs : structure géographique .....	98
21	Les soldes extérieurs .....	100

Annexes :

Des prévisions aux réalisations .....	104
Le compte associé .....	106

## PROCHAINES PARUTIONS DES CAHIERS DE GRAPHIQUES

- N° 32 du cahier 1 (bleu) : début avril 1989
- N° 25 du cahier 2 (vert) : fin mai 1989

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE, diffusée par le département de la diffusion de l'INSEE (Chef du département : M. Pierre SOUBIE / Maquette : agence PUZZLE / Cette publication fait notamment partie de l'abonnement à TENDANCES DE LA CONJONCTURE (Chef de section "TENDANCES" : M. Lucien CHAUVET) / Bulletin d'abonnement et tarifs en dernière page.



## AVERTISSEMENT

Cette note présente une analyse précoce des évolutions de l'économie française en 1988. Comme toutes les notes de début d'année, elle ne comporte pas de partie prévisionnelle détaillée, mais seulement une brève actualisation de la note de décembre sur les perspectives de l'économie française pour le premier semestre 1989.

Les informations sur lesquelles repose cette note sont celles disponibles à la mi-février. La note s'appuie notamment, pour les comptes de biens et services, sur les "Premiers Résultats" du quatrième trimestre 1988 des comptes nationaux trimestriels publiés en Informations Rapides, série F, n° 46 du 22 février 1989.

## CONVENTIONS

Les trimestres sont repérés par les chiffres 1, 2, 3, 4 ; les semestres par I, II.

Sauf précision, les chiffres présentés sont des taux de croissance en moyenne. Rappelons que l'acquis à la fin de la période  $n$  est la croissance en moyenne qu'aurait une grandeur au cours de la période  $n+1$  si elle restait pendant toute cette période au niveau atteint à la fin de la période  $n$ .

L'innovation est la différence entre la moyenne et l'acquis.

Le glissement est le taux de croissance de la grandeur considérée entre une sous-période de la période  $n-1$  et la sous-période correspondante de la période  $n$ .

**Source** : La plupart des chiffres cités proviennent de l'INSEE. On n'a pas précisé de manière systématique lesquels de ces chiffres relatifs à l'année 1988 étaient encore des évaluations.

*Rédaction achevée le 28 février 1989*

ISSN 0766-6268

© INSEE 1989

## Vue d'ensemble

En 1988, le produit intérieur brut marchand, évalué aux prix de 1980, a progressé de 3,6 % par rapport à 1987. C'est la première fois depuis 1976 que la France enregistre une croissance supérieure à 3 %. Entamée au printemps 1987 la progression de la production a été très soutenue jusqu'au printemps 1988, à un rythme annuel de près de 4 %, pour s'infléchir légèrement en fin d'année : le glissement du PIB est égal à 3 % sur 1988.

Le dynamisme de l'économie française s'inscrit dans celui de l'économie mondiale : la croissance des pays industrialisés a atteint 4 % en 1988, celle de l'Europe 3,6 %. Cette expansion générale a entraîné une accélération du commerce mondial qui a permis une nette reprise des exportations françaises à partir de la mi-1987.

La croissance est caractérisée par une progression rapide de l'investissement des entreprises, dans la plupart des pays et particulièrement en France où la for-

mation de capital productif augmente de plus de 7 % après l'atonie du début des années 1980. Cette reprise de l'investissement a été suscitée par les tensions sur les capacités de production, les plus fortes depuis 1979, et a été favorisée par le rétablissement de la situation financière des entreprises.

L'emploi a fortement bénéficié de cette activité : il augmente de 0,9 % en glissement sur 1988, ce qui est également la plus forte progression depuis 1976. L'emploi a donc contribué à une progression du pouvoir d'achat des ménages beaucoup plus forte en 1988 qu'en 1987 (+ 2,7 % après + 1 %). La consommation des ménages a pu ainsi croître en 1988 au même rythme que l'année précédente (+ 2,6 %) sans baisse du taux d'épargne (12,3 %). Le rythme d'inflation s'est stabilisé (+ 3,1 % en glissement). Par contre le taux de couverture des échanges extérieurs en volume s'est dégradé, à la suite de la forte augmentation des importations manufacturières, imputable essentiellement à l'effort d'investissement.

Ensemble des biens et services marchands : équilibre ressources-emplois (aux prix de 1980)											
1982	1983	1984	1985	1986	1987		1988				1988
							88.1	88.2	88.3	88.4	
2,4	0,5	1,2	1,6	2,2	2,5	PIB marchand	1,1	0,4	1,1	0,4	3,6
2,6	-2,7	2,7	4,3	7,3	6,4	Importations	1,4	2,0	1,6	1,9	7,1
3,5	1,0	1,0	2,4	3,5	2,4	Consommation des ménages	0,2	0,0	1,7	0,3	2,6
-1,4	-3,6	-2,6	2,8	2,9	3,8	FBCF totale	2,2	0,2	2,9	-0,8	6,1
-0,1	-4,4	-2,8	3,9	3,3	4,9	dont : SQS-EI	2,5	0,1	1,7	-0,1	7,3
-6,3	-2,6	-4,4	-2,4	-0,1	0,9	ménages	1,2	0,4	6,6	-3,5	3,8
-1,7	3,7	7,0	1,7	-0,7	1,7	Exportations	1,5	0,4	0,9	0,4	6,4
2,3	-0,2	0,1	2,5	3,5	3,0	Demande intérieure hors stocks	0,7	0,2	1,9	0,1	3,5
1,2	-1,0	0,0	-0,2	0,9	0,8	Variation de stocks (en contribution à la croissance du PIB marchand)	0,4	0,7	-0,6	0,8	0,4



## Une croissance mondiale avec une persistance des déséquilibres commerciaux

Le renouveau de la croissance mondiale amorcé à la mi-1987 s'est poursuivi en 1988, à un rythme à peine ralenti. La production mondiale en volume a augmenté de 4 % en 1988. La CEE elle-même a connu une croissance de 3,6 %, niveau le plus élevé de ces dix dernières années. La participation de la CEE à la croissance mondiale apparaît comme un fait nouveau et majeur.

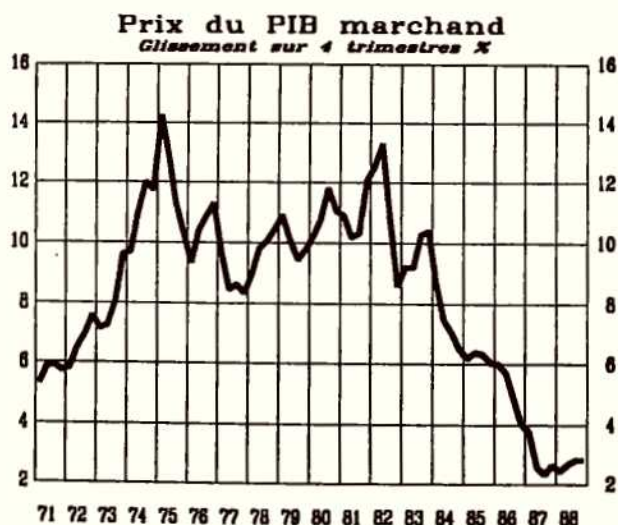
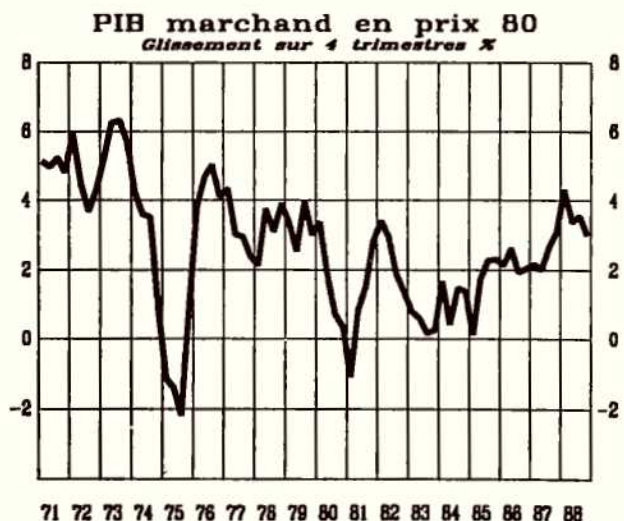
L'investissement est apparu en 1988 dans tous les pays comme la composante la plus dynamique de la demande, dans un contexte où les taux d'utilisation des capacités étaient partout très élevés. Le Japon et la CEE, où l'investissement privé non résidentiel a crû respectivement de 17,5 % et 8,5 % réalisent leur meilleure performance depuis 1970.

Il semble donc que le krach boursier d'octobre 1987 n'a pas eu d'effet sensible sur la croissance. La situation des marchés financiers s'est progressivement rétablie, grâce notamment à l'état fondamentalement sain des économies et à des politiques monétaires mieux coordonnées et moins restrictives à la fin de 1987 et au début de 1988.

Accompagnant la reprise de l'activité, le commerce mondial a crû de 8,5 % en

1988 (selon le GATT). L'augmentation des échanges a été particulièrement forte au sein de l'OCDE, en particulier pour les produits manufacturés (10,5 %). Les déséquilibres commerciaux entre les pays de cette zone ont globalement augmenté : après une diminution en début d'année, l'excédent japonais et le déficit américain se sont stabilisés au second semestre, tandis que se développait un important désajustement au sein de la CEE. Dans cette zone, la RFA a dégagé un excédent accru, alors que les autres pays, et notamment le Royaume-Uni, voyaient se creuser leur déficit en cours d'année.

La reprise de l'activité a également engendré des tensions inflationnistes, liées à une forte augmentation du cours des matières premières, à l'utilisation plus intensive des capacités de production, et à une accélération des salaires dans certains pays (Royaume-Uni, Japon). La baisse du cours du pétrole durant l'année a permis de limiter l'impact des tensions sur les prix, qui ne montrent pas d'accélération sensible avant le début de 1989. Ces tensions ont entraîné un durcissement relatif des politiques monétaires, qui s'est traduit par une montée des taux d'intérêt et une hausse du dollar à partir de l'été.





## Les résultats financiers des entreprises ont poursuivi leur amélioration

Les hausses observées sur les cours des matières premières, compensées il est vrai par la baisse du prix du pétrole, n'ont pas eu d'effet marqué sur l'économie française au premier semestre 1988. A partir de la mi-1988 néanmoins, les mouvements de hausse sur les biens importés se sont renforcés en particulier pour les biens intermédiaires et les biens d'équipement professionnel.

Pour les entreprises non financières, les évolutions relatives des prix et des coûts ont été aussi favorables en 1988 que l'année précédente. Si le coût des consommations intermédiaires s'est fortement accru (2,6 % après 1,2 %) à la suite notamment du renchérissement des biens importés, la progression du coût unitaire total a été encore modérée (2,0 % après 1,4 %) grâce à la décélération du coût salarial unitaire (0,3 % après 0,6 %). La vive progression de la production a permis une forte accélération de la productivité qui a plus que compensé la légère accélération du taux de salaire. Les prix de production ont augmenté plus vite que le coût unitaire (2,4 % contre 2,0 %), ce qui a permis un accroissement des marges.

Cette amélioration a été plus marquée dans l'industrie manufacturière : si le coût des consommations intermédiaires a augmenté vivement (3,3 %), pour la deuxième année consécutive le coût salarial par unité produite a baissé (- 3,0 % après - 1,7 %) grâce à la croissance de la productivité. Les entreprises manufacturières ont donc accru leurs marges, mais moins qu'elles ne l'auraient fait si elles s'étaient conformées à leur comportement antérieur. D'après l'enquête sur la concurrence étrangère, cette augmentation des marges a plus particulièrement porté sur la production destinée à l'exportation.

Les résultats de l'ensemble des entreprises ont continué à s'améliorer : le taux de marge des entreprises a progressé légèrement par rapport à 1987, ainsi que celui des sociétés qui se rapproche des niveaux antérieurs au premier choc pétrolier. Dividendes versés et impôts sur les bénéfices ont progressé rapidement, reflétant les bons résultats de 1987. Les charges financières ont continué de baisser. Le taux d'épargne des sociétés s'est

amélioré. Néanmoins la vigoureuse croissance de l'investissement productif a entraîné une baisse du taux d'autofinancement des sociétés (ratio investissement sur épargne) qui reste à un niveau très élevé (88,7 %). Même si elle a augmenté, la part en valeur de l'investissement dans la valeur ajoutée reste inférieure au niveau prévalant en 1980.

En 1988, les sociétés ont pu recourir à nouveau au marché boursier pour consolider leur bilan en dépit du krach d'octobre 1987. Si l'activité boursière a été faible au premier semestre, la remontée des cours au second semestre a permis aux sociétés d'émettre des actions pour un montant aussi élevé qu'en 1987. Un effet inattendu du krach aura été de faciliter la réalisation d'opérations de croissance externe (OPE - OPA - acquisitions de blocs de contrôle) dans un contexte de préparation du grand marché européen.

### L'investissement au coeur de la croissance

L'investissement, en France comme à l'étranger, s'est fortement accéléré depuis la mi-1987. Sa croissance en 1988 a été de 7 % pour l'ensemble des entreprises, et de 11 % à 12 % pour l'industrie concurrentielle. Divers facteurs ont été simultanément à l'oeuvre, que l'on retrouve à des degrés divers dans d'autres pays que la France. En premier lieu a joué le rétablissement de la situation financière des entreprises en termes de résultats et, dans une moindre mesure, en termes de bilans. Ainsi les entreprises ont eu les moyens de réaliser les investissements nécessaires.

En second lieu s'est manifesté un profond besoin de modernisation, destiné à accroître la productivité et à développer des produits nouveaux. En effet, la faiblesse de l'investissement au cours des années 1980 a provoqué une insuffisance et un vieillissement du stock de capital matériel (l'âge moyen s'acroît de 1,2 année de 1980 à 1987 dans l'industrie). Dans un tel contexte, rénover l'appareil productif - condition nécessaire à la survie des entreprises - requiert donc des



flux d'investissement suffisamment importants pour infléchir la structure par âge du stock de capital.

Enfin, le dynamisme de la demande a provoqué une forte hausse de l'utilisation des capacités de production (qui a rejoint son précédent sommet de 1979-1980), incitant les entreprises à élargir leurs capacités. L'effet d'accélérateur a donc joué pleinement.

L'ensemble de ces déterminants a agi d'une façon différenciée selon les secteurs. L'automobile et certains biens intermédiaires ont semblé particulièrement sensibles à des goulots de production importants. La dynamique de l'investissement dans les biens de consommation serait plutôt liée à un effort de modernisation, lequel s'est également poursuivi aussi dans l'automobile. Dans les biens d'équipement professionnel l'investissement a crû plus lentement, l'amélioration de la situation financière étant moins marquée.

#### La production industrielle est répartie...

La forte croissance de la production marchande, retrouvée au printemps 1987, s'est poursuivie en 1988, malgré un certain ralentissement en cours d'année.

La production manufacturière est sortie depuis la mi-1987 d'une période de près de 8 ans de stagnation, voire de réduction. Sa croissance a dépassé, pour la première fois dans les années 1980, celle du tertiaire marchand. Elle s'établissait à la fin de 1988 à un niveau supérieur de 3,6 % à son niveau de la fin de 1987, dont 2,4 % avaient été acquis au premier semestre. Le ralentissement de la demande hors stocks (exportations notamment), de la formation des stocks, et peut-être les vives tensions sur les capacités dans certains secteurs expliquent la moindre hausse du second semestre.

L'automobile (4,9 % en glissement annuel) et les biens intermédiaires (4,1 %) ont connu les croissances les plus vives, tandis que les biens de consommation (2,7 %) et les biens d'équipement professionnel (2,6 %) étaient moins dynamiques. L'automobile a bénéficié de la demande des ménages et de fortes exportations. Les biens intermédiaires ont été tirés par l'activité des autres secteurs : automobile notamment, mais aussi bâtiment et travaux publics, la forte croissance de ce dernier secteur (4,4 %) étant elle-même liée au logement et à un regain des grands travaux.

Croissance de la valeur ajoutée par branche (aux prix de 1980)

1982	1983	1984	1985	1986	1987		1988				1988
							88.1	88.2	88.3	88.4	
16,7	-4,9	4,7	0,8	-0,2	0,9	Agriculture	1,0	1,8	-1,2	0,6	0,6
8,8	-7,4	0,6	1,8	3,6	0,0	Industries agro-alimentaires	0,5	-0,3	-0,5	0,5	0,4
-2,5	9,7	0,5	3,5	-5,0	2,5	Energie	-3,0	4,7	3,7	-0,9	3,9
-0,2	1,1	-1,5	-1,6	0,0	1,7	Manufacturés	2,3	0,1	0,5	0,7	4,8
-3,3	-0,5	-0,3	-2,0	1,5	2,7	dont : Biens intermédiaires	2,3	0,0	1,2	1,2	5,8
-0,1	1,1	0,1	-2,1	-3,2	0,5	Biens d'équipement professionnel	1,8	-0,1	1,6	-0,2	4,5
-2,1	2,5	-9,2	-2,8	6,4	7,1	Matériel de transport	5,2	2,3	-5,0	1,5	7,5
13,7	4,5	-2,7	0,7	1,6	-0,8	Biens d'équipement ménager	1,6	-3,3	4,7	2,2	4,2
3,6	2,4	-1,8	-0,5	-0,4	0,2	Biens de consommation	1,8	-0,1	0,2	0,6	4,7
-0,1	-2,7	-2,3	0,7	1,6	3,9	Bâtiment génie civil et agricole	1,8	0,3	0,0	0,7	3,4
2,1	1,2	1,7	1,1	5,0	1,4	Commerce	0,3	0,2	1,0	0,3	2,3
3,4	2,1	4,0	3,1	4,1	3,0	Services	0,8	0,0	1,8	0,6	3,1
2,5	0,7	1,3	1,7	2,2	2,5	PIB marchand	1,1	0,4	1,1	0,4	3,6



... mais la situation de l'électronique s'est dégradée.

La faiblesse relative de la production de biens d'équipement professionnel s'explique mal au regard du dynamisme de la demande d'investissement, française et étrangère : les pertes de parts de marchés (intérieur et extérieurs) face aux concurrents étrangers sont très importantes. L'électronique semble particulièrement touchée. Ce secteur est également celui dont la situation financière et l'investissement connaissent l'amélioration la plus faible. Il semble donc confronté à de profonds problèmes, qui pourraient être liés à une inadaptation de son offre à la réorientation de la demande opérée depuis deux ans (moindres achats de gros équipements par les pays de l'OPEP notamment, alors que les entreprises des pays industrialisés accroissent leur achats d'équipements à contenu plus élevé en technologie).

Commerce (3,4 % en glissement) et services marchands (3,7 %), entraînés par la croissance de l'activité industrielle (transport et services rendus aux entreprises notamment) ont également connu une bonne année.

#### L'emploi progresse vivement...

En 1988, l'emploi salarié dans le secteur marchand non agricole a connu une croissance exceptionnelle, la plus forte depuis 1976. Il a progressé de 1,4 % en glissement annuel soit un montant de 191.000 emplois. L'emploi total connaît une progression similaire : en glissement annuel + 0,9 %. Cette croissance ne doit rien aux stages destinés aux jeunes (TUC et SIVP), qui observent un tassement en 1988. Toutes les formes d'emploi devraient avoir progressé en 1988, aussi bien l'intérim et les emplois à durée interminée que les emplois stables.

Si l'emploi dans les secteurs tertiaires marchands et non marchands a progressé au même rythme que les années passées, la reprise a affecté principalement l'industrie (y compris bâtiment travaux publics) dont les effectifs se sont stabilisés en 1988 (+ 0,1 %), après plus de 2 % de baisse en moyenne sur 1982-1987. En réaffectant à ce secteur les emplois intérimaires (qui sont comptabilisés dans

les services marchands), il y a même eu une croissance de l'emploi dans l'industrie.

Le comportement des entreprises industrielles depuis le début des années 1980 permet d'expliquer cette reprise de l'emploi ; dans un contexte de faible croissance, elles avaient privilégié la réduction des coûts (limitation des charges salariales par des compressions d'effectifs, ajustement des capacités de production à un niveau minimum) ; en 1988, la croissance de la production plus forte qu'anticipé, a induit des tensions sur les capacités de production et a amené ces entreprises à recourir au facteur travail, plus adaptable à court terme que le capital. Une moindre substitution du capital au travail ces dernières années pourrait également avoir contribué à cette amélioration.

Simultanément, le chômage a diminué en 1988 : en moyenne annuelle le taux de chômage au sens du Bureau International du Travail a baissé entre 1987 et 1988 (10,1 % après 10,5 %).

En 1988, l'impact des politiques spécifiques de l'emploi a été faible mais significatif ; le tassement des stages en faveur des jeunes (TUC, SIVP) a été plus que compensé par les mesures en faveur des chômeurs de longue durée (stages de formation).

De plus des modifications de législation et de comportement ont joué en faveur de l'emploi. Les jeunes repoussent leur entrée sur le marché du travail en prolongeant leurs études. Les personnes de plus de cinquante-cinq ans sont de plus en plus nombreuses à faire appel aux dispenses de recherche d'emploi (ce qui les a exclues du champ des demandes d'emploi en fin de mois).

... et favorise la croissance du pouvoir d'achat des ménages

L'année 1988 a vu une accélération du pouvoir d'achat du revenu des ménages (2,7 % après 1 % en 1987). En valeur, le revenu a progressé moins vite (+ 5,4 %) que le PIB total (+ 5,9 %), ce qui traduit la poursuite de la diminution de la part des ménages dans le revenu total.



Le pouvoir d'achat de la masse salariale a augmenté plus vite qu'en 1987, grâce au ralentissement en moyenne annuelle de l'inflation (2,7 % après 3,2 %) et surtout grâce à la croissance de l'emploi.

La croissance des prestations sociales a été plus forte qu'en 1987. L'excédent brut d'exploitation des entreprises individuelles a fortement progressé grâce à la vigueur de l'activité. Enfin l'impôt sur le revenu s'est stabilisé en 1988.

Cette progression du pouvoir d'achat des ménages a permis d'assurer une croissance de la consommation (+ 2,6 %) sans modification du taux d'épargne (12,3 % après 12,1 % en 1987). Au sein de l'épargne, l'investissement en logement a repris cette année (+ 5,3 % pour les logements neufs) après une période de baisse depuis le début des années 1980.

La consommation des ménages reste dynamique...

La consommation des ménages a progressé en 1988 à un rythme très proche de celui de 1987 (2,6 % après 2,4 %) et a donc fortement contribué à la croissance

du PIB en 1988 (1,9 point). Mais contrairement aux années 1985, 1986 et 1987, elle n'est plus le moteur principal de cette croissance.

Plus encore qu'en 1987, son profil a été assez heurté : un premier semestre en stagnation, une croissance brutale au troisième trimestre, suivie d'une stabilisation en fin d'année. Sa composition par produits a continué de se déplacer au profit des biens durables.

Ces mouvements ont plusieurs origines : un hiver 1987-1988 doux a permis la réduction des dépenses énergétiques. Malgré l'absence d'incitations fiscales nouvelles, les achats d'automobile n'ont jamais été aussi forts et ont été concentrés au second semestre. Les autres biens durables ont suivi le même mouvement de marche d'escalier sur l'année. Si pour l'automobile des effets millésime ou locations avec option d'achat fournissent des éléments d'explication, il est difficile d'expliquer totalement ce profil.

Enfin contrairement à l'année 1987, le développement des crédits de trésorerie n'a pas pu être un facteur de croissance de la consommation en 1988, dans la mesure où les variations d'encours sont restées stables.

Contribution des emplois à la croissance du Produit Intérieur Brut marchand (aux prix de 1980)							en %				
1982	1983	1984	1985	1986	1987		1988				1988
							88.1	88.2	88.3	88.4	
2,4	0,7	0,7	1,7	2,5	1,7	Consommation marchande des ménages	0,1	0,0	1,2	0,2	1,9
0,2	0,1	0,0	0,2	0,3	0,4	Consommation nette des administrations	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1
-0,4	-0,9	-0,6	0,7	0,7	0,9	FBCF totale	0,9	0,1	0,7	-0,2	1,5
-0,0	-0,6	-0,4	0,5	0,4	0,6	dont : SQS et EI 1/	0,3	0,0	0,2	0,0	0,9
-0,5	-0,2	-0,3	-0,2	-0,1	0,1	Ménages hors EI 2/	0,1	0,0	0,4	-0,2	0,2
-0,7	0,7	-0,7	-1,1	-1,9	-1,8	Importations	-0,4	-0,6	-0,5	-0,6	-2,1
-0,4	0,8	1,8	0,5	-0,2	0,5	Exportations	0,4	0,1	0,2	0,1	1,7
-1,1	1,6	1,1	-0,7	-2,1	-1,3	Solde extérieur	0,0	-0,5	-0,2	-0,5	-0,4
1,2	-1,0	0,0	-0,2	0,9	0,8	Variation de stocks	0,4	0,7	-0,6	0,6	0,4
2,4	0,5	1,2	1,6	2,2	2,5	PIB marchand	1,1	0,4	1,1	0,4	3,6

1/ Sociétés, quasi sociétés et entreprises individuelles

2/ Ménages hors entreprises individuelles



... et la hausse des prix reste modérée

Après le net ralentissement de l'inflation en 1986, permis par la chute du prix de l'énergie, et la remontée en 1987, qui correspondait à une baisse hors énergie, l'année 1988 a été marquée par une stabilisation de l'indice des prix de détail, le glissement étant de 3,1 % comme en 1987. Hors énergie, il y a eu aussi stabilité : 3,3 % en 1988 comme en 1987.

L'indice a enregistré une légère accélération des prix manufacturés (2,3 % après 2,1 %), résultant des baisses de TVA moins fortes qu'en 1987, une reprise des prix alimentaires à partir du second semestre et surtout une légère décélération des prix des services et des loyers (respectivement 5,2 % et 5,9 % en 1988 contre 7,8 % et 6,2 % en 1987).

**Le déficit de l'Etat se réduit, celui de la Sécurité Sociale réapparaît**

Le montant des prestations sociales versées par les administrations publiques (Etat, Sécurité Sociale, collectivités locales) accélère en 1988 après avoir fortement ralenti en 1987 (6,1 % après 4,5 %). Ce mouvement est expliqué en partie par l'épuisement des effets du plan de rationalisation des dépenses de l'assurance maladie et par son réaménagement. Les cotisations totales s'accroissent au même rythme qu'en 1987 (+ 6,3 % après 6,7 %) en raison de l'accélération de la masse salariale et de l'effet reporté des hausses de taux de 1987.

Le déficit budgétaire devrait être de l'ordre de 115 milliards de francs (soit 2,1 % du produit intérieur brut total). Il a été réduit par rapport à 1987 grâce à la maîtrise des dépenses publiques et à des rentrées fiscales plus élevées que prévu. Compte tenu de la progression du produit intérieur brut total de 5,9 % en valeur, le taux de prélèvements obligatoires connaîtrait une légère baisse de 0,1 point par rapport à 1987. Cette diminution combinerait une baisse de la pression fiscale et une poursuite de la croissance du poids des cotisations sociales dans le PIB.

**Les échanges extérieurs de produits industriels se dégradent**

La situation globale du commerce extérieur en 1988 a été similaire à celle de 1987 : le déficit (FAB-FAB) est passé de 31,6 Mds de F à 33,0 Mds de F. Le déficit des produits manufacturés s'est aggravé notablement (38,4 Mds de F après 7,9 Mds de F en 1987, CAF-FAB) pour la quatrième année consécutive, mais à un rythme ralenti.

La forte hausse des exportations de ces produits (7,1 % en volume) est à relier à celle de la demande mondiale adressée à la France (9,3 %). Le profil en cours d'année est très accusé : à une hausse en glissement de 3,2 % au premier semestre succède une baisse de 0,4 % au second. La tendance à des pertes de parts de marché observée depuis 1985 s'est poursuivie malgré la stabilisation de la compétitivité-prix de la France vis-à-vis de l'ensemble de ses concurrents. La faiblesse de l'offre française dans les biens les plus demandés (biens d'équipement professionnel), les limites rencontrées dans les capacités de production et une compétitivité-prix légèrement dégradée vis-à-vis de la RFA (compensant partiellement l'amélioration vis-à-vis de l'ensemble des concurrents) peuvent expliquer cela. La situation s'est par contre notablement améliorée dans les biens de consommation et dans l'automobile, où la France semble avoir consolidé ses positions.

La croissance des importations de produits manufacturés (10,7 %) provient largement des biens d'équipement professionnel : la demande d'investissement a été très vive et le contenu en importation des achats de ce type de biens est supérieur aux autres (du fait d'un taux de pénétration beaucoup plus élevé). Ainsi ces biens ont contribué à eux seuls pour deux tiers à l'accroissement du déficit manufacturier.

La dégradation dans les produits manufacturés a été compensée par l'amélioration de l'excédent agricole et agro-alimentaire (liée notamment au prix des céréales) qui atteint le niveau sans précédent de 40 Mds de F, et par la réduction de 15 Mds de F de la facture énergétique (liée au prix du pétrole).



Avec l'augmentation de l'excédent des services, ces évolutions devraient permettre une stabilisation du déficit de la balance des transactions courantes (24,5 Mds de F en 1987), sur lequel pèse également un alourdissement sensible des transferts destinés à la CEE.

\*

\* \*

### Retour sur les prévisions concernant le premier semestre 1989

Par rapport à la note de décembre, l'analyse détaillée de l'année 1988 amène à infléchir certaines appréciations concernant l'activité économique au premier semestre 1989.

L'activité reste bien orientée : la production industrielle continue de progresser à un bon rythme. De plus la clémence du climat en janvier et février a favorisé l'activité en particulier dans le bâtiment et les travaux publics, même si elle a joué négativement sur la production d'énergie. Mais l'idée qu'un certain ralentissement de ce rythme de croissance pourrait intervenir avant la fin du semestre paraît confirmée par la stabilisation des carnets de commande ou des perspectives de production dont font état les industriels dans les dernières enquêtes sur l'activité (notamment dans l'automobile et les biens de consommation).

La croissance de l'activité entretient actuellement le mouvement de progression de l'emploi, qui augmenterait d'un demi-point au cours du premier semestre 1989, comme annoncé dans la note de décembre. L'essentiel des créations d'emplois se ferait dans le tertiaire marchand, les effectifs de l'industrie manufacturière (hors intérim) parvenant à se stabiliser, sans aller toutefois jusqu'à progresser comme ce fut envisagé en décembre dernier.

10

Les demandes d'emploi en fin de mois se situeraient à la mi-1989 à un niveau voisin de celui atteint en décembre 1988. En effet, la montée en charge du revenu minimum d'insertion pourrait contrarier au deuxième trimestre les effets sur le chômage de l'amélioration de l'emploi. Au 15 février, 260.000 demandes ont été déposées et 100.000 personnes ont reçu une allocation, le nombre de bénéficiaires pouvant atteindre 500.000 à la mi-1989. A cette date, contrairement à ce que nous estimions en décembre, les mesures d'insertion n'ont pu que partiellement être mises en place : l'effet transitoire du dispositif sera alors d'inciter certains des bénéficiaires à s'inscrire à l'ANPE (40.000 personnes pourraient ainsi s'inscrire au premier semestre).

Le dynamisme de l'activité industrielle en ce début d'année provient pour l'essentiel de la progression un peu plus rapide qu'escompté de la consommation de produits manufacturés par les ménages. Alors que leurs acquisitions de véhicules se stabilisent au niveau très élevé atteint fin 1988, leur demande en produits manufacturés hors automobile progresse rapidement. Cela va de pair avec une réduction de la consommation d'énergie au premier trimestre 1989. En outre, une connaissance aujourd'hui plus précise des revenus distribués à la fin de l'année a conduit à réviser à la hausse le taux de croissance du revenu disponible des ménages. Au total, sur le premier semestre 1989, la consommation pourrait effectivement progresser d'un peu plus de 1 % en glissement, la consommation de produits manufacturés progressant plus vite (environ 1,5 %), compte tenu notamment d'un acquis important réalisé en début d'année.

Le solde de la balance commerciale se dégraderait au premier semestre 1989 par rapport au second semestre 1988, du fait des échanges de produits manufacturés et surtout de la facture énergétique.

En ce qui concerne le solde énergétique, le niveau du prix du baril importé s'établirait à un prix de 16 \$ en moyenne sur le premier trimestre et de 15 \$ au deuxième, après 13,1 \$ au dernier trimestre 1988. En outre, le dollar s'est sensiblement redressé en début d'année, nous amenant à retenir un cours conventionnel de 6,30 F sur le semestre. La hausse du prix d'importation du pétrole



(de l'ordre de 15 % en moyenne semestrielle) ne devrait pas être que très partiellement compensée par une baisse des quantités due à la douceur de l'hiver sur le premier trimestre.

Les exportations de produits manufacturés seraient à nouveau tirées par une demande mondiale vigoureuse. Leur progression serait légèrement moindre que celle de la demande ; il y aurait donc encore érosion des parts de marché de la France malgré la stabilisation de sa compétitivité-prix. La poursuite de cette tendance tiendrait à la permanence de ses causes : composition de la demande mondiale, goulots de production, compétitivité-prix affaiblie vis-à-vis de la RFA. Le rythme de croissance des importations resterait élevé : la demande d'investissement étant toujours très forte, et la demande des ménages s'accroissant d'une façon passagère au premier trimestre.

Enfin, l'indice des prix de détail devrait augmenter de 1,7 % sur le premier semestre, taux plus élevé que celui du second semestre 1988 (1,4 %) mais similaire à celui observé un an avant (1,7 %). En effet, à la croissance des

prix alimentaires plus vive et à la pression sur les prix industriels liée à la hausse du prix des matières premières, s'ajoute l'impact de la hausse du brut importé tandis que les services publics ou privés devraient connaître une hausse plus modérée qu'en 1988.

Le maintien de notre prévision de décembre sur l'évolution du groupe énergie de l'indice (2,1 % dont 1,3 point est acquis à la fin février, 1 point étant dû au relèvement de la TIPP) malgré une hausse du brut plus précoce que prévu est la conséquence du pincement des marges du raffinage à partir de la fin 1988 après leur élargissement marqué en cours d'année.

La pression à la hausse qui s'exerce sur les prix manufacturés est confirmée par les anticipations de prix des commerçants de détail non alimentaire spécialisés et par celles des grossistes. Le groupe des produits manufacturés du secteur privé de l'indice augmenterait de 1,2 % sur le premier semestre 1989 après 1,1 % sur la seconde moitié de 1988 : depuis la mi-1987, ce groupe augmente de 1,2 % par semestre hors effets des changements de taxes.

\*

\*

\*

A l'issue de l'année 1988, la croissance de l'économie française continue à être fortement tributaire de celle de l'économie mondiale : la quasi-totalité du supplément de croissance du produit intérieur brut marchand gagné en 1988 par rapport à 1987 (+ 1,1 point) provient comptablement du solde extérieur. La contribution de la demande intérieure totale (y compris stocks) a, quant à elle, peu varié, même si sa composition apparaît plus porteuse d'avenir en raison de

la progression de l'investissement.

Il est crucial que se poursuivent l'effort de modernisation de l'appareil productif et la maîtrise des prix de production si l'on veut éviter que tout ralentissement de la croissance mondiale ou tout renchérissement des importations énergétiques n'obligent à un freinage de la demande intérieure française, freinage qui oblitérerait les progrès récents en matière d'emploi.

Croissance du PIB marchand		
	%	
	1987	1988
Acquis en début d'année (1)	0,9	1,5
Innovation au cours de l'année (2)	1,6	2,1
Moyenne annuelle (1) + (2)	2,5	3,6
Acquis en fin d'année	1,5	0,9